

L'autre enjeu de la crise : éviter les "émeutes de la faim"

Le blog de Sammy Rasolo – 22/09/09

Il ne s'agit plus d'arriver à une Transition consensuelle et inclusive pour que l'on retrouve un ordre constitutionnel. Ou du moins, ce n'est plus uniquement l'enjeu. Il s'agit de sortir au plus vite de la crise puisque la population va se retrouver dans une situation économiquement intenable dans quelques mois.

Un observateur a déjà parlé d'"émeutes de la faim". C'est loin d'être une hypothèse d'école malheureusement. Et si la classe politique n'arrive pas à s'entendre, surtout si les putschistes persistent dans leur entêtement, on ne pourra espérer aucune stabilité. L'instabilité institutionnelle est déjà une réalité mais le risque est que, même si toutes les mouvances parviennent à un accord, il sera trop tard. La crise économique qui n'est déjà plus, elle aussi, moins réelle, poussera une grande partie de la population à descendre dans la rue. Non plus tellement pour revendiquer le retour de "Dada" ou d'un autre messie mais pour réclamer simplement à manger. Et là, ce ne sont pas les armes du Capsat qui l'arrêteront.

Jusqu'à maintenant, peu de gens en sont conscients. Mais il est plus que temps que cet aspect économique de la crise soit pris en compte. Vouloir garder indûment, et coûte que coûte, le pouvoir est criminel. Sept mois se sont écoulés depuis le coup d'Etat de Tgv, lui et ses amis espéraient être reconnus par la communauté internationale au bout de deux à trois mois. Cela n'a pas été le cas. Il est temps de se faire une raison. Le monde a bien changé. Il ne faut pas se tromper d'époque. Les coups d'Etat ne passent plus comme une lettre à la poste. C'était le cas dans les années soixante et soixante dix. Souvent, on se réfère à 2002. Mais le parallèle ne tient pas. Il y a avait une élection à la base de la crise de 2002. Et si les reconnaissances étaient finalement venues, contrairement à ce que l'on pense, c'est parce qu'il y a eu recomptage des voix sur la base de confrontations des procès verbaux des dépouillements des votes. Y avait il eu gonflements artificiels du pourcentage des suffrages obtenu par Marc Ravalomanana ? On ne sait pas. C'est ce que soutiennent certains. Mais toujours est-il que les reconnaissances ont suivi la seconde proclamation des résultats de l'élection. Cette fois-ci, la seule porte de sortie ne peut être que le consensus. Le vrai. Il est temps d'arrêter la mauvaise foi.

En tout cas, la spirale de la crise économique s'est déclenchée. Elle n'est pas près de s'arrêter. Tout simplement parce que, en plus des conséquences de l'instabilité politique et institutionnelle, c'est la confiance même qui fait défaut. Les touristes ne sont pas venus en masse lors de la dernière saison. Comment en serait-il autrement d'ailleurs avec tout ce qui se passe ? Les exportations ont fortement chuté. Tout comme les investissements étrangers. Et il n'y a aucun espoir d'amélioration. Les autorités sont acculées à une économie de bouts de chandelles: les opérateurs sont invités à n'importer que ce qui est nécessaire, les possibilités d'achats de devises sont limitées. Les prix flambent. Dans les prochains mois, on risque de retrouver les queues pour s'approvisionner en produits de première nécessité comme aux pires heures de la "*révolution socialiste*". De plus en plus d'observateurs en sont conscients. Mais, bien sûr, en haut lieu, on fait semblant de ne rien voir. On rassure sans avoir aucune stratégie pour faire face à la catastrophe qui s'annonce. Qui, déjà, a annoncé au mois de mars que les choses iraient mieux dans six mois ? C'était Tgv. Voilà les six mois se sont écoulés. Et on ne manquera pas de dire que si tout va mal, c'est la faute à la communauté internationale; Ce, après avoir annoncé bêtement que Madagascar peut se passer de reconnaissance.

Source : <http://rasl.trib.mid.over-blog.com/article-36388771.html>